

Avec son projet d'unir l'Eurasie d'un océan à l'autre, la Russie parie que l'époque de la suprématie économique totale des États-Unis touche à sa fin



Source : <https://www.rt.com/russia/534126-unite-eurasia-us-supremacy-end/>

Par Glenn Diesen, professeur à l'Université de Norvège du Sud-Est et rédacteur en chef de la revue Russia in Global Affairs. Suivez-le sur Twitter @glenn_diesen

Le centre du monde bouge. Alors qu'il était autrefois établi quelque part dans l'Atlantique, en équilibre entre l'Europe et les États-Unis, il se déplace maintenant vers l'est. Avec l'essor de l'Asie, la Russie planifie désormais son rôle au cœur de deux continents.

L'annuel Forum Économique de l'Est, qui s'est tenu à Vladivostok, vient de se terminer. Se concentrant sur le développement de l'Extrême-Orient russe et sur le renforcement de l'interconnectivité entre la Russie et l'Asie, il est devenu une arène clé pour la promotion du Partenariat russe pour la Grande Eurasie.

Le Partenariat est une initiative relativement nouvelle. Depuis le concept de l'ancien Premier ministre soviétique Mikhaïl Gorbatchev d'une maison européenne commune, la Russie a poursuivi l'objectif de créer une Europe inclusive sans clivages. Les aspirations à la Grande Europe ont pris fin officieusement en 2014 avec le « Maïdan » soutenu par l'Occident, qui a renversé un

gouvernement démocratiquement élu en Ukraine et a confirmé que Moscou n'aurait pas sa place dans la nouvelle Europe. Au lieu de cela, elle serait organisé uniquement autour de l'UE et de l'OTAN. La Russie a depuis abandonné les politiques étrangères centrées sur l'occident qu'elle avait poursuivies au cours des 300 dernières années, depuis que Pierre le Grand a tenté pour la première fois de « renvoyer » la Russie en Europe.

Le Grand partenariat eurasien est considéré comme une stratégie plus réalisable, dans laquelle le partenariat avec la Chine vise à améliorer la connectivité économique pour intégrer l'Europe et l'Asie en un seul grand continent uni. C'est une stratégie attrayante pour la Russie, car elle se trouve à la double périphérie du développement économique en Europe et en Asie, tandis que le concept d'Eurasie permet à Moscou de se positionner à l'épicentre à la fois de l'Est et de l'Ouest.

200 ans de géoéconomie

L'objectif du Grand partenariat eurasien est de développer une infrastructure géoéconomique qui soutient un système politique multipolaire, remplaçant le format de mondialisation en déclin centré sur les États-Unis des décennies précédentes.

La géoéconomie peut être utilisée soit pour la domination et l'hégémonie, pour créer un système de « souverains inégaux », soit pour établir un système multipolaire de « souverains égaux ». Dans tous les cas, le pouvoir géoéconomique implique la capacité de fausser la symétrie de la dépendance. En termes simples, lorsqu'une partie est plus dépendante que l'autre, l'État le moins dépendant et le plus puissant peut obtenir des concessions et du pouvoir politique.

La géoéconomie peut être organisée en trois piliers : les industries stratégiques, les corridors de transport et les instruments financiers. Les efforts pour lier l'édification d'une nation à l'industrialisation au XIXe siècle présentent des similitudes frappantes avec la géoéconomie de l'édification de régions au XXIe siècle. La Grande-Bretagne a imposé son hégémonie sur le monde au XIXe siècle en dominant ces trois piliers économiques : une industrie manufacturière de premier plan, la domination des mers et des corridors maritimes clés, et le contrôle des principales banques et devises commerciales.

Pour réduire leur dépendance économique asymétrique excessive vis-à-vis de la Grande-Bretagne et son influence politique intrusive qui en a résulté, les États-Unis ont cherché à créer un système d'égaux souverains. La solution était le système américain à trois piliers : une industrie manufacturière nationale, des chemins de fer/des ports et une banque nationale. Les Français et les Allemands ont adopté des politiques économiques similaires pour améliorer la symétrie des relations et ainsi remplacer l'hégémonie britannique par un système plus équilibré.

Vers la fin du XIXe siècle, la Russie a finalement adopté la même structure économique à trois piliers : une politique industrielle formidable pour développer des industries stratégiques nationales,

et une abondance de transport ferroviaire (y compris le chemin de fer transsibérien) pour relier son vaste territoire et connecter l'Europe avec l'Asie, et elle s'est efforcée d'accroître son autonomie financière. Vers la fin du siècle, elle s'était transformée en l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde.

L'objectif du Partenariat pour la Grande Eurasie

Les États-Unis ont remplacé la position de la Grande-Bretagne en tant qu'hégémonie et avaient, jusqu'à récemment, joui d'une domination incontestée sur le système économique international en contrôlant les principales industries numériques de haute technologie et le flux des ressources naturelles, les mers du monde et les principaux couloirs de transport, tandis qu'ils hébergeaient les principales banques et consolidaient le dollar américain en tant que principale devise commerciale/de réserve au monde. Cette interdépendance économique asymétrique a entraîné l'imposition d'un centre de pouvoir et d'un ensemble de valeurs culturelles au reste du monde.

Il existe une tendance naturelle à équilibrer une hégémonie pour restaurer l'égalité souveraine. Même les alliés des États-Unis cherchent à établir une autonomie stratégique. À titre d'exemple, l'UE s'efforce en grande partie d'établir un partenariat plus égal avec les États-Unis en poursuivant des politiques industrielles communes, en sécurisant des corridors de transport et des pipelines énergétiques favorables, et en établissant une banque de développement de l'UE et l'euro comme monnaie mondiale.

Les États-Unis ont accepté l'essor géoéconomique de l'UE dans la mesure où ils poursuivent l'hégémonie collective occidentale sous la direction de Washington. Cependant, la même acceptation n'est pas étendue aux puissances rivales telles que la Chine ou la Russie. La stratégie des États-Unis pour maintenir leur position dominante est la même que la stratégie des Britanniques avant eux - maintenir les divisions sur le continent européen et eurasiatique pour empêcher l'émergence de tout État ou ensemble d'États pouvant contester sa primauté.

Cependant, à mesure que le pouvoir relatif des États-Unis diminue, il devient de plus en plus difficile pour eux d'agir en tant qu'« hégémon bénin » sans abuser de leur rôle administratif central dans l'économie internationale. Il utilise de plus en plus son contrôle sur les industries numériques de haute technologie, les couloirs de transport, les banques et le dollar pour sanctionner et affaiblir ses adversaires. Plus récemment, il a démontré sa volonté de contraindre également la loyauté géoéconomique des alliés qui osent acheter du gaz ou des systèmes d'armes russes, de la 5G chinoise et d'autres produits numériques, ou commercer avec l'Iran ou d'autres adversaires américains.

Prospérité et paix

Le Grand Partenariat eurasiatique vise à faciliter la réorganisation naturelle du système économique international alors que l'ère de la primauté mondiale des États-Unis touche à sa fin. La décentralisation loin d'un système axé sur les États-Unis sera réalisée grâce à une connectivité

économique à travers la Grande Eurasie, en diversifiant et créant des poches d'autonomie stratégique nationale pour éviter une dépendance excessive à l'égard d'un seul État.

Dans un système multipolaire, il existe un mécanisme d'équilibrage contre les États qui utilisent la dépendance économique asymétrique comme outil d'influence politique injustifiée, ou comme arme. Ainsi, tant les adversaires que les alliés recherchent une autonomie stratégique face à des États-Unis de plus en plus coercitifs.

De même, si Pékin utilise la dépendance économique d'autres États pour intimider ou obtenir des concessions politiques excessives, alors il existe une multitude d'autres centres de pouvoir qui réduiront leur dépendance à l'égard de la Chine. Ce mécanisme suggère que la Chine sera incitée à être le « premier parmi ses pairs », par opposition à la recherche de la domination et de l'hégémonie.

Elle poursuit une initiative géoéconomique à trois piliers en développant un leadership technologique via son plan Chine 2025, de nouveaux corridors de transport via son initiative Belt and Road de mille milliards de dollars, et en établissant de nouveaux instruments financiers tels que les banques, les systèmes de paiement et l'internationalisation du yuan. La Russie poursuit également la souveraineté technologique, à la fois dans la sphère numérique et au-delà, ainsi que de nouveaux corridors de transport tels que la route maritime du Nord à travers l'Arctique et, principalement, de nouveaux instruments financiers.

Ce sur quoi le Partenariat pour la Grande Eurasie devrait donc se concentrer, c'est la coopération et l'intégration des plateformes géoéconomiques nationales et d'autres formats encourageant l'intégration eurasiennne. Par exemple, l'initiative chinoise "la Ceinture et la Route" est harmonisée avec l'Union économique eurasiennne dirigée par Moscou sous le patronage de l'Organisation de coopération de Shanghai. L'Inde, la Corée du Sud, le Kazakhstan, la Turquie, l'Iran et divers autres États ont leurs propres initiatives d'intégration eurasiennne distinctes qui pourraient être adaptées et harmonisées sous le concept d'une Grande Eurasie multipolaire d'égaux souverains.

Une place pour l'Europe ?

L'UE a également été invitée à participer au Grand partenariat eurasiennne afin de mettre fin aux formats à somme nulle en Europe qui ont alimenté les tensions avec la Russie dans le passé. Alors que les intérêts économiques de l'Europe se déplacent progressivement vers l'est, l'Europe se retrouve entre la région transatlantique et la Grande Eurasie.

Dans mon récent livre « *L'Europe en tant que péninsule occidentale de la Grande Eurasie : les régions géoéconomiques dans un monde multipolaire* », j'explore les risques, les opportunités et les dilemmes pour l'UE. La question est maintenant de savoir si ses dirigeants réaliseront à quelle vitesse le monde évolue et profiteront de ces opportunités.